

# ENFOPRENSA

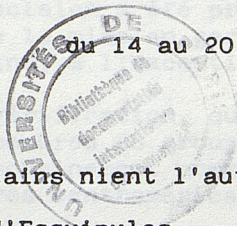
Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

6° année / N° 253

du 14 au 20 janvier 1988



### POLITIQUE

Quatre présidents centraméricains nient l'autorité de la Commission de vérification  
L'URNG approuve les accords d'Esquipulas  
Oui au dialogue si l'URNG dépose les armes  
Echec de Cerezo après deux ans de gouvernement  
La Contra s'est réunie au Guatemala  
La hausse des prix se maintiendra

### INSURRECTION

Onze morts dans une embuscade

### MOUVEMENT POPULAIRE

Des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement  
Le CUC rejette les accusations gouvernementales  
Le GAM appelle à l'organisation d'un front des consommateurs  
Des syndicats anglais se solidarisent avec le Guatemala

### EGLISE

L'Eglise demande à Cerezo de supprimer la hausse des tarifs de l'électricité

### DROITS DE L'HOMME

Bombardements contre la population civile  
L'offensive militaire doit cesser  
Un ingénieur toujours disparu  
Intimidations contre des citoyens

4° P. 12315

## POLITIQUE

### QUATRE PRESIDENTS CENTRAMERICAINS NIENT L'AUTORITE DE LA COMMISSION DE VERIFICATION

Les présidents du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Costa Rica ont décidé de nier l'autorité de la Commission internationale de vérification et de suivi des accords d'Esquipulas II, durant le sommet de San Jose du 17 janvier. Selon la nouvelle, cette décision a été prise suite à "la contrariété" qu'a provoquée la mise en garde de la CIVS aux gouvernements centraméricains, à l'exception de celui du Nicaragua.

La nouvelle Commission de vérification, qui de fait exclut la participation des pays membres du groupe de Contadora et du groupe d'Appui, sera prochainement nommée par les ministres des Affaires étrangères centraméricains.

### L'URNG APPROUVE LES ACCORDS D'ESQUIPULAS

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) approuve la signature des accords d'Esquipulas comme le prouve la lettre qu'elle a envoyée à la Commission internationale de vérification et de suivi, a annoncé Radio "Voz popular", le 15 janvier.

La radio de l'URNG souligne que, comme preuve de respect des accords d'Esquipulas II, les forces insurgées ont refusé de répondre aux provocations faites par le gouvernement du président Vinicio Cerezo. L'une de ces provocations consiste en l'envoi de près de 13.000 soldats contre la population civile se trouvant dans les zones de conflit.

Selon l'URNG, le gouvernement guatémaltèque "n'a cherché à appliquer les accords d'Esquipulas II que dans les paroles", comme dans le cas du dialogue avec l'insurrection commencé à Madrid en octobre dernier qui a été rompu de manière unilatérale.

### OUI AU DIALOGUE SI L'URNG DEPOSE LES ARMES

La presse du 17 janvier a informé que le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, avait rejeté la possibilité de poursuivre les conversations avec l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) tant qu'elle n'aurait pas déposé les armes.

Le Commandement général de l'URNG a fait parvenir, par l'intermédiaire de la Commission nationale de réconciliation, une demande afin de poursuivre le dialogue commencé à Madrid. "En accord avec le critère de Monsieur le Président, nous discutons avec tout le monde, dans un cadre légal" a répondu Gramajo, en ajoutant qu'il n'y aura de conversations avec l'URNG "que pour discuter des modalités de dépôt des armes".

#### ECHEC DE CEREZO APRES DEUX ANS DE GOUVERNEMENT

Deux ans après son accession à la présidence du Guatemala, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo n'a rien à proposer en matière de politique intérieure, bien qu'il ait réalisé quelques avancées en politique extérieure, ont commenté les médias, le 13 janvier.

Selon un communiqué de l'agence Prensa Latina, le dirigeant guatémaltèque a promis qu'il arrêterait la vague d'assassinats et d'enlèvements qui frappe le pays, mais la répression ne cesse pas.

La promesse de paix sociale n'a pas eu non plus de suite, malgré la volonté politique de la guérilla de soutenir toute tentative de démocratisation et de paix.

Selon la dépêche de Prensa Latina, Cerezo avait exprimé sa volonté de dialogue avec la guérilla, espoir disparu devant l'exigence que les insurgés déposent les armes avant tout dialogue.

#### LA CONTRA S'EST REUNIE AU GUATEMALA

Selon la presse du 18 janvier, le président Vinicio Cerezo a autorisé la célébration d'une réunion de la Contra nicaraguayenne sur le territoire national.

Au cours de cette réunion, réalisée le 13 janvier dans la capitale guatémaltèque, les contras ont décidé de présenter de nouvelles conditions pour ouvrir des négociations avec le gouvernement nicaraguayen, comme cela est arrivé en d'autres occasions.

#### LA HAUSSE DES PRIX SE MAINTIENDRA

Le président Vinicio Cerezo a annoncé le 12 janvier sur les chaînes de radio et de télévision que la hausse des prix ne sera pas suspendue en matière d'énergie électrique, bien que le responsable des Droits de l'homme, Gonzalo Menendes de la Riva, ait déclaré quelques heures auparavant que le président allait repousser la mesure après s'être entretenu avec lui.

"Je respecte l'opinion du responsable des Droits de l'homme et le fait qu'il maintienne sa position, a déclaré Cerezo, mais cela ne signifie pas que les mesures prises soient levées".

Le Président a également affirmé que le problème de l'électricité n'est pas "une crise", et il a accusé les partis politiques du mouvement qui s'est emparé du pays, ainsi que les commerçants pour la hausse des prix des produits de base.

## INSURRECTION

### ONZE MORTS DANS UNE EMBUSCADE

Onze personnes ont été tuées dans un combat entre les forces rebelles et l'armée gouvernementale, le 18 janvier, dans le village de Los Josefinos, département du Peten. Selon un communiqué de l'Armée, les forces insurgées ont tendu une embuscade à une patrouille militaire, causant la mort de six soldats dont le sous-lieutenant Walter Hernandez.

Cette version précise que dix autres personnes auraient été tuées ou blessées dans l'affrontement, parmi lesquelles cinq insurgés.

Par ailleurs, l'Armée reconnaît avoir eu deux blessés dans un affrontement avec les troupes insurgées qui a eu lieu le 15 janvier dans la localité de Cuarto Pueblo, Ixcán, département du Quiché.

## MOUVEMENT POPULAIRE

### DES MILLIERS DE PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LE GOUVERNEMENT

Une manifestation sans précédent depuis plusieurs années : a réuni plus de 80 mille personnes contre la politique du président Vinicio Cerezo, les 13 et 18 janvier.

Les manifestations, appelées par les principales organisations ouvrières du pays, ont parcouru les principales rues de la capitale pour aboutir sur la place centrale, face au palais du gouvernement.

Sur la place centrale, plusieurs orateurs ont pris la parole afin de demander au gouvernement la suspension de l'augmentation de 40% des tarifs de l'énergie électrique et d'exiger un décret fixant le salaire minimum à dix quetzals par jour (environ quatre dollars) pour les travailleurs de la ville et des champs.

Dans un discours prononcé le 13 janvier, un dirigeant syndical a déclaré que la manifestation "n'a pas pour but de célébrer les deux ans de retour à la démocratie, mais d'exiger du gouvernement que le processus démocratique commence". Il s'agit d'une allusion aux promesses faites par Vinicio Cerezo au début de sa présidence, le 14 janvier 1986.

### LE CUC REJETTE LES ACCUSATIONS GOUVERNEMENTALES

Le Comité d'unité paysanne (CUC) nie avoir eu des responsabilités dans les événements de l'ambassade d'Espagne en 1980, contrairement à ce qu'avait déclaré, le 17 janvier, Juan Jose Rodil, ministre d'Etat.

Dans un texte rendu public, le CUC déclare que le gouvernement du général Romeo Lucas Garcia et ses forces de sécurité sont les responsables de la prise et de l'incendie de l'ambassade d'Espagne qui provoqua la mort de plus de trente personnes.

Le CUC affirme également que "les déclarations du ministre d'Etat expriment la volonté du gouvernement de poursuivre la répression, la violation des Droits de l'homme et en particulier de restreindre le droit de libre organisation, de circulation et de manifestation" des Guatémaltèques; ainsi que "la volonté de dissimuler qui sont les véritables et uniques responsables du massacre qui endeuille le peuple du Guatemala".

De son côté, le Parti socialiste démocratique a qualifié d'"iresponsables" les déclarations de Rodil et a affirmé que l'occupation de l'ambassade a été "motivée par le désir et le droit de réclamer la justice sociale, l'égalité et la liberté".

#### LE GAM APPELLE A L'ORGANISATION D'UN FRONT DES CONSOMMATEURS

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) des parents de prisonniers a appelé, le 13 janvier, le peuple du Guatemala à ne pas payer les factures d'électricité et à organiser un comité pour la défense des consommateurs.

Dans une déclaration de presse, le GAM a condamné la hausse excessive des prix des denrées alimentaires de base, hausse due à la libéralisation des prix, qui a porté un sérieux préjudice au niveau de vie, déjà précaire, des Guatémaltèques.

Cela ne semble pas préoccuper le gouvernement qui "n'est affecté de rien", continue la déclaration, qui indique que pour le GAM l'expérience de gouvernement de Vinicio Cerezo a été "amère et stérile".

Le GAM demande enfin au responsable des Droits de l'homme d'avoir une "attitude plus ferme" en matière de droits économiques menacés, car il a déjà face au droit à la vie eu "une attitude froide et indifférente, semblable à celle du gouvernement démocrate-chrétien".

#### DES SYNDICATS ANGLAIS SE SOLIDARISENT AVEC LE GUATEMALA

Le 14 janvier, des syndicats de Grande-Bretagne ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs du Guatemala, et ils ont demandé au gouvernement de trouver une solution juste aux conflits du travail.

Sous la forme d'une déclaration de presse, les travailleurs anglais ont exprimé leur inquiétude pour la situation de leurs "frères et soeurs syndicalistes du Guatemala, et en particulier pour leur sécurité personnelle face aux enlèvements, aux attaques et assassinats, pour leur droit d'organiser des syndicats et pour le respect de la part des entreprises des accords collectifs".

## EGLISE

### L'EGLISE DEMANDE A CEREZO DE SUPPRIMER LA HAUSSE DES TARIFS DE L'ELECTRICITE

Prospero Penados, archevêque de Guatemala, a demandé au président Vinicio Cerezo d'abandonner la décision de hausse des tarifs de l'électricité, qui porte préjudice aux droits de l'homme des Guatémaltèques.

Selon la presse du 17 janvier, Penados a déclaré que le gouvernement devait comprendre l'opposition totale du peuple à cette mesure.

## DROITS DE L'HOMME

### BOMBARDEMENTS CONTRE LA POPULATION CIVILE

Selon diverses dénonciations reçues par les organisations humanitaires, des avions Pilatus et A 37 B des Forces aériennes guatémaltèques ont bombardé sans discrimination les villages de Cuarto Pueblo, Resurreccion et Los Angeles, dans la région d'Ixcán, département du Quiché, les 1, 3 et 7 janvier. Des hélicoptères auraient également mitraillé ces villages.

Les faits rapportés par la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) constituent une violation flagrante de la convention de Genève de 1949 qui a été signée et ratifiée par le gouvernement guatémaltèque. En effet, ces attaques aériennes ne sont pas dirigées contre des objectifs militaires (positions ou campements insurgés), mais contre des zones intensément peuplées par des civils qui ne participent pas aux actions armées.

### L'OFFENSIVE MILITAIRE DOIT CESSER

Le 18 janvier, l'Eglise guatémaltèque en exil (IGE) a demandé la suspension immédiate de l'offensive militaire de l'armée gouvernementale contre la population civile d'Ixcán et de Area Ixil, dans les départements du Quiché et de Huehuetenango, au nord-ouest du pays.

Dans un communiqué de presse, l'IGE signale que depuis le 30 octobre jusqu'au début du mois de décembre les actions militaires de l'armée ont provoqué la destruction de neuf villages, 165 maisons, neuf écoles, neuf cliniques et sept chapelles religieuses, ainsi que d'une grande quantité de récolte de grains de base.

La dénonciation estime également que ces actions anti-insurgées ont provoqué la mort de deux paysans, et que trois autres ont été gravement blessés, en particulier au cours de bombardements réalisés par les Forces aériennes guatémaltèques.

## UN INGENIEUR TOUJOURS PORTE DISPARU

Les universitaires et le personnel administratif du centre universitaire du Nord de l'Université de San Carlos ont demandé la réapparition en vie de l'ingénieur Irvin Paul Tillmans.

Dans un communiqué publié le 19 janvier, les universitaires du CUNOR signalent que ce type d'évènements "met en cause la liberté des Guatémaltèques et détruit l'harmonie de la famille". Ils demandent aux autorités de participer aux recherches et de "n'écarter aucun effort afin de faire la lumière sur cette évènement lamentable" qui a eu lieu le 2 novembre dernier.

## INDIMIDATIONS CONTRE DES CITOYENS

Un activiste supposé des manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours contre les mesures économiques prises par le gouvernement démocrate-chrétien a été séquestré, interrogé, frappé puis abandonné par des inconnus, informe la presse du 17 janvier.

Les faits ont eu lieu dans la zone 1 de la capitale. Un groupe fortement armé a intercepté Julio Alberto Lopez et l'a interrogé sur sa participation supposée à l'organisation des manifestations antigouvernementales. La victime a déclaré ensuite que les inconnus l'avaient agressé brutalement et l'avaient abandonné dans la luxueuse zone 9 de la capitale, n'ayant trouvé aucune preuve de son engagement.